

Municipales : le pouvoir est sanctionné, une alternative au système reste à construire (Communiqué du NPA 65)

Crise sanitaire, crise économique, crise sociale, et donc crise démocratique... Avec une abstention record, ce second tour des municipales confirme que le système démocratique organisé par et pour ceux d'en haut ne marche plus. Le désaveu du pouvoir actuel, dont les principaux représentants et candidats sont largement sanctionnés à l'exception du Premier ministre au Havre, rejoint la colère contre tout un système et ceux qui le défendent. Les dures semaines de la pandémie qui ont succédé à un mouvement social contre la réforme des retraites, la gestion désastreuse de l'épidémie par ce gouvernement, son mépris toujours vérifié envers les classes populaires... c'est tout ce qui a nourri la sanction contre Macron et ses amis, au premier comme au second tour.

Alors que les conséquences néfastes de la crise économique éclatent depuis plusieurs semaines sous la forme de plan sociaux, de suppressions d'emplois, d'un chômage en forte augmentation, l'impopularité de Macron et de ses choix politiques éclabousse aussi dans certaines villes les autres partis institutionnels, que ceux-ci soient de droite comme de « gauche »... Dans ce contexte, on assiste à une poussée de l'écologie libérale qui polarise aujourd'hui la gauche institutionnelle. C'est le cas à Lyon, Besançon, Strasbourg, Poitiers ou Tours... Si, au vu notamment de l'ampleur de la crise climatique et des graves menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète, les aspirations écologiques sont évidemment légitimes, la solution ne viendra toutefois pas de ceux qui, comme EÉLV, ont fait depuis belle lurette une croix sur la transformation de la société, se contentant d'un saupoudrage vert capitalo-compatible.

Pourtant face à la crise écologique, sociale et économique, il y a urgence et l'arrivée du Rassemblement national à la tête de la mairie de Perpignan, une ville de plus de 100 000 habitantEs - une première pour l'extrême droite depuis l'élection à Toulon en 1995 - montre que la crise actuelle peut aussi accoucher du pire. L'élection ce soir de candidatEs issus de listes combattives, comme notre porte-parole Philippe Poutou à Bordeaux, montre que d'autres voies sont possibles, mais que s'il reste important d'envoyer dans les conseils municipaux des représentantEs du monde du travail et de ses luttes, la transformation ne vient pas, et ne viendra pas des urnes. C'est d'autant plus vrai face à cette crise.

L'heure est à la mobilisation générale : pour en finir avec ce système, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Ces dernières semaines les premières manifestations après le déconfinement sont des encouragements. La résignation n'est pas de mise, les colères existent et doivent converger, contre Macron et ses amis capitalistes, dont l'illégitimité est confirmée par leur déroute de dimanche, et plus globalement contre la violence de tout un système qui nous précipite chaque jour un peu plus vers la catastrophe sociale et écologique.

Le NPA65, Tarbes, le 29 juin 2020